

En France, une politique familiale timide

la-croix.com/Famille/En-France-politique-familiale-timide-2018-09-28-1200972263

Emmanuelle Lucas

28 septembre 2018



Emmanuel Macron s'est fait élire notamment sur la promesse d'un congé maternité universel, mais celui-ci se fait toujours attendre. Ce sera en partie chose faite en 2019. C'est du moins ce que le premier ministre Édouard Philippe a annoncé jeudi dernier : le congé maternité des travailleuses indépendantes et exploitantes agricoles serait aligné sur celui des salariées en 2019. Cette annonce intervient alors que certaines voix commençaient à trouver le temps long et à douter d'entendre des décisions pour les familles. En effet, « *la famille n'est pas en haut de l'agenda* », constate ainsi le sociologue Julien Damon.

Pourtant, les débuts du quinquennat avaient été tonitruants et le gouvernement avait semblé chercher sa voix sur le sujet. Ainsi, quelques mois après l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, en octobre 2017, le ministre de l'économie Bruno Lemaire avait affirmé n'être « *pas fermé* » à la possibilité de « *supprimer les allocations familiales pour les revenus les plus élevés* ».

Une mission parlementaire avait alors vu le jour. Mais le rapport des députés Guillaume Chiche et Gilles Lurton a vite été enterré. Celui-ci préconisait, en effet, rien de moins que de supprimer le quotient familial. Tollé. Édouard Philippe a aussitôt éteint le feu en expliquant qu'une telle solution n'était « *pas à l'ordre du jour* ».

Des aides recentrées sur les plus pauvres

Concrètement, depuis, le gouvernement a recentré les aides sur les familles les plus pauvres. Ainsi le complément du mode de garde, qui permet de financer une nourrice, a-t-il été augmenté de 138 € par mois pour les familles monoparentales déshéritées. De même, dans le cadre du récent plan pauvreté, sont prévues la création de places de crèche dans les quartiers défavorisés, la distribution de petits déjeuners à l'école ou de repas à 1 €. En revanche, l'aide accordée aux classes moyennes baisse.

« De fait, la politique familiale devient une politique sociale comme les autres, explique Julien Damon. Je m'étonne d'ailleurs que cela ne fasse pas plus débat. Dans le plan pauvreté, par exemple, on part du principe que les bénéficiaires des crèches sont plus importants pour les enfants pauvres que pour les autres. C'est sans doute vrai, mais il me semble qu'il y a un réel danger à ce que les familles dans lesquelles les deux parents travaillent et qui cotisent soient moins aidées. Il me semble que ce débat devrait être éruptif alors qu'il ne l'est pas. »

L'économiste Henri Sterdyniak affiche la même prudence. *« Il est vrai que 20 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté, contre 7 % pour les plus de 65 ans, explique-t-il, ce qui justifie de s'attaquer à la pauvreté des enfants. »* Les remèdes proposés par le gouvernement ne seraient pas adaptés pour autant. *« Si l'on veut réellement éradiquer la pauvreté des enfants, il faudrait commencer par augmenter massivement le RSA des familles avec enfants. Il faudrait aussi réindexer les allocations familiales sur les salaires, estime l'économiste. Tel n'est plus le cas depuis des années. Du coup, la part relative qu'elles représentent dans les revenus des familles ne cesse de baisser. La branche famille de la Sécurité sociale est excédentaire mais cet argent sert systématiquement à combler des déficits ailleurs. Il pourrait pourtant servir à financer une grande politique destinée à garantir un pouvoir d'achat aux familles et à soutenir la natalité. Mais cela n'est pas à l'ordre du jour. »*

Assainir les finances publiques est la priorité

L'impératif d'assainir les finances publiques justifie aussi la déception sur la question de l'articulation des temps entre la vie professionnelle et la vie de famille. La France s'est opposée au projet de directive européenne qui proposait d'étendre le congé parental à quatre mois pour chaque parent, rémunéré à 50 % du salaire pour chacun. Une occasion manquée de reprendre un leadership européen, regrette Julien Damon. *« La France a pu se targuer, à une époque, d'avoir la meilleure politique familiale de toute l'Europe. Force est de constater que l'ambition n'est plus là. »*